

ganisation pour défendre leurs droits sur les maisons qui leur ont été attribuées par la révolution face à la volonté déjà exprimée par beaucoup d'anciens propriétaires so-mozistes de les récupérer.

FSLN

Le FSLN a décidé d'ouvrir largement ses portes au "peuple sandiniste". Il abritera désormais trois types de membres, les adhérents, les aspirants et les militants.

MEDIAS

Sur proposition du gouvernement nicaraguayen, l'assemblée vient de voter une dérogation à la loi sur les medias permettant désormais l'ouverture de chaînes de télévision privées.

AIDE CUBAINE

Cuba suspend son aide au Nicaragua. Seule, l'aide médicale pourrait être maintenue si le nouveau gouvernement le demandait. Cuba fournissait entre autres gratuitement 90 000 tonnes de pétrole par an.

HONDURAS

Sévères mesures économiques au Honduras où le gouvernement de Rafael Callejas a annoncé ce qu'il a appelé un "programme de choc économique". Nouveaux impôts, privatisation de certains services publics, augmentation

du prix de l'essence, des médicaments etc... Un paquet classique imposé par le FMI et l'AID, en échange duquel le gouvernement espère que le Honduras, le pays le plus pauvre d'Amérique latine après Haïti, redeviendra "éligible" pour l'attribution de nouveaux crédits. Ce n'est pas de cette façon que l'on calmera les organisations syndicales, en particulier l'Association nationale des employés des services publics, en grève depuis plusieurs jours. Que l'on se rassure, le chef des forces armées a déclaré que ses troupes ne seront pas réduites, compte tenu que le Honduras a des frontières communes avec trois pays différents et que les récentes élections au Nicaragua n'ont pour l'instant apporté aucune stabilité dans ce pays.

PANAMA

Pendant que le président Endara poursuit sa grève de la faim pour faire pression sur ses "protecteurs" étatsuniens qui ne se décident pas à verser l'aide promise en échange de l'intervention militaire, une vague de panique, de délinquance et de désillusion s'étend dans le pays : 8 000 travailleurs de la fonction publique ont déjà été jeté à la rue, quatre cadavres ont été retrouvés assassinés dans le style des escadrons de la mort, des militaires étatsuniens ont été victimes d'un attentat qui a fait un mort et 15 blessés et les forces de l'ordre s'alarment de l'apparition d'un groupe de guérilla qui a signalé son existence sur les murs de la capitale par des bombages signés "M-20", allusion au 20 décembre, jour de l'invasion.

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: *ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA*, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

JA/PP

8034 Zürich

abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

bulletin hebdo



La levée de l'embargo: Un pas insuffisant

Managua, 14 mars (ANN). Le 1er mai 1985, le président Reagan déclarait le blocus commercial contre le Nicaragua. Présentée à l'opinion publique comme "une mesure juste et nécessaire pour protéger les intérêts et la sécurité nationale des Etats-Unis", cette décision arbitraire et illégale a disloqué l'économie nicaraguayenne. Le ministre de l'économie, de l'industrie et du commerce, Luis Carrión, a répondu aux questions du quotidien *Barricada* à la suite de la décision prise cette semaine par l'administration Bush de lever l'embargo.

Barricada: Pensez-vous que cette levée de l'embargo met un point final à l'agression des Etats-Unis contre le Nicaragua?

LC: Les dommages causés par la politique d'agression militaire, économique et financière des Etats-Unis ne seront pas réparés par la levée de l'embargo. La décision d'imposer un blocus a été prise en violation des lois et engagements internationaux du propre gouvernement étatsunien. Elle a été condamnée par la Cour internationale de justice de La Haye et a eu des conséquences matérielles graves sur le peuple nicaraguayen. Elle nous a obligé à réorganiser la distribution des matières

premières, des équipements, des biens de consommation. Le blocus a entraîné l'augmentation des coûts et a freiné la production, il a affecté la qualité et la diversité des produits sur le marché nicaraguayen.

La levée de l'embargo n'est que la suspension d'un des éléments de la machine de guerre contre le Nicaragua. C'est un pas dans la bonne direction, celle de l'arrêt de toutes les actions illégales et agressives contre le peuple nicaraguayen mais un pas insuffisant. Ce n'est qu'une petite partie insignifiante de l'immense dette du gouvernement des Etats-Unis à notre égard.

Barricada: De nombreux secteurs attendent de la levée de l'embargo un redressement de l'économie. Peut-il y avoir une amélioration immédiate ?

LC: A court terme, le principal problème en matière de moyens de production, de matières premières et de biens de consommation n'est pas l'embargo mais la faible capacité financière du pays pour importer. Nous allons voir si le gouvernement des Etats-Unis facilite, dans les circonstances actuelles, l'arrivée des ressources nécessaires au soutien de l'économie et à sa relance. Le gouvernement panaméen, après

avoir subi une intervention militaire directe il y a deux mois, continue à s'enfoncer dans une grave crise sociale et économique due à la lenteur et à l'incapacité des Etats-Unis à lui venir en aide. Cela ne nous rend pas optimistes quant aux possibilités du nouveau gouvernement d'obtenir rapidement et avec la souplesse nécessaire les ressources dont a besoin le pays.

SOMMAIRE

L'heure est à la défense des intérêts nationaux

La guerre et les dollars

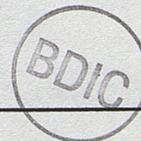
Programme économique:
L'UNO au pied du mur

Les travailleuses agricoles à l'avant-garde

Managua: Des visées dangereuses

Breves

ANN interne



40 P 11481

Barricada: En même temps que la suspension de l'embargo, le président Bush a demandé au congrès d'approuver une aide de 300 millions de dollars pour le Nicaragua. Cette somme est-elle suffisante par rapport aux nécessités des Nicaraguayens?

LC: S'il s'agit de devises, cela pourrait représenter un soulagement provisoire, mais sans aucun rapport avec les dommages infligés à l'économie nicaraguayenne. Cela ne peut être comparé aux centaines de millions versés à la Contra ces dernières années. Cette somme est insuffisante pour garantir un fonctionnement normal de l'économie. Il faut tenir compte du fait que la crise économique des pays de l'est a significativement diminué la production des biens en provenance de ces nations. Il faut trouver d'autres sources de financement pour le Nicaragua.

Barricada: Certains analystes estiment que le rétablissement des relations commerciales avec le marché étatsunien sera long. Qu'en pensez-vous ?

LC: Je crois que beaucoup des relations qui existaient avant le blocus peuvent être rétablies rapidement.

Barricada: Mais croyez-vous qu'il y aura une confiance économique telle que ces relations puissent être importantes et généreuses ?

LC: Lorsque je parle de rétablissement des relations commerciales, il s'agit d'achats et de ventes à paiement immédiat. Je ne m'attends pas à de gros volumes de crédits comme ceux que nous avons obtenus systématiquement d'organismes européens qui acceptaient les contrats d'exportation comme garanties. Ces contrats ne peuvent être abolis du jour au lendemain car cela signifierait la rupture des engagements pris et je pense qu'il faut examiner avec prudence et responsabilité une éventuelle sortie du marché européen avant de s'engouffrer sur le marché étatsunien.

Barricada: Sur le marché étatsunien, les quotas qui revenaient aux produits nicaraguayens ont été attribués à d'autres pays. Croyez-vous à un réajustement de cette situation ?

LC: Si les Etats-Unis veulent attribuer à nouveau des quotas au Nicaragua, ils devront soit augmenter globalement les quotas sur le marché, et ils entrent en contradiction avec leurs propres producteurs, soit réduire les quotas d'autres pays latino-américains ou caribéens.

Barricada: Comment interprétez-vous la levée de l'embargo quelques jours après les élections ?

LC: Il signifie un vote des Etats-Unis pour l'UNO. Mais la levée de l'embargo est également un succès du Front sandiniste qui a organisé les élections les plus justes de l'histoire du pays. Le FSLN a accepté avec dignité et sens

patriotique les résultats de ces élections. Sans elles et sans cette attitude, l'embargo n'aurait pas été levé. Nous, les Sandinistes, nous sommes satisfaits de la levée de l'embargo qui était un des objectifs de notre lutte.

L'HEURE EST A LA DEFENSE DES INTERETS NATIONAUX

Managua, 9 mars (ANN). Extraits de l'intervention prononcée le 9 mars par le président Ortega.

"Dans quelques minutes, je partirai au Chili pour y assister à l'investiture du nouveau président Patricio Aylwin, avant de me rendre au Brésil à l'occasion de celle de Fernando Collor de Mello. Je reviendrai ensuite au Nicaragua pour y travailler avec tout le peuple, ceux qui ont voté pour le Front sandiniste et ceux qui ont voté pour Violeta Chamorro ou d'autres partis. Ensemble, nous devons préserver, avec maturité et fermeté, la stabilité de notre pays.

Si quelques Nicaraguayens ont eu une attitude totalement négative en boycottant tous les efforts de paix, tous les efforts pour redresser l'économie, toutes les négociations internationales que nous avons menées, aujourd'hui nous ne pouvons agir de la même manière. Je voudrais exprimer mon total soutien aux négociations engagées par le futur gouvernement dans ses recherches d'appuis économiques internationaux.

Quelle que soit l'aide que pourront nous apporter les Etats-Unis aujourd'hui, ce sera peu en comparaison des 16 milliards de dollars de pertes directes et indirectes dues à la guerre qu'ils nous ont imposée. C'est la somme qu'ils doivent au peuple nicaraguayen et c'est le sens de la demande que nous avons déposée à la Cour internationale de justice de La Haye.

Je voudrais aborder un autre point qu'il devient urgent de résoudre afin que le pays se trouve, le 25 avril, dans des conditions minimum de sécurité: La démobilisation et le désarmement des forces de la garde somoziste contre-révolutionnaire qui comptent plusieurs milliers d'hommes en armes dans leurs bases au Honduras ou bien infiltrés au Nicaragua avec la complicité du gouvernement hondurien et étatsunien. Ce dernier tient un double langage que le peuple nicaraguayen et la communauté internationale ne peuvent accepter: D'un côté, il déclare que la Contra doit se démobiliser et d'un autre il lui demande de ne pas le faire, de continuer à s'infiltrer dans le pays pour y assassiner et menacer la sécurité de l'ensemble de la population.

En tant que président des Nicaraguayens et maintenant que nous avons tenu tous les engagements pris à Esquipulas auprès des présidents centraméricains, je demande au gouvernement des Etats-Unis l'arrêt immédiat de tout

appui à la Contra, le transfert de la soi-disant aide humanitaire destinée à la Contra aux Nations Unies et à l'OEA afin de procéder au rapatriement de ceux qui souhaitent rentrer et à l'installation dans d'autres pays de ceux qui ne veulent pas revenir au Nicaragua. Je lance un appel à la Communauté internationale et au peuple nicaraguayen, à toutes les forces politiques, sociales et religieuses du pays afin qu'ils exigent la démobilisation immédiate de la Contra et que cesse cette menace qui pèse sur tous les Nicaraguayens.

J'insiste sur le fait que nous devons tous travailler dans un esprit constructif, afin que la situation tendue que nous vivons aujourd'hui soit dépassée et que tous contribuent à la stabilité du pays.

Je manifeste ma décision d'appuyer les négociations économiques et financières internationales que mènent actuellement les représentants du nouveau gouvernement. Je participe et participerai activement à ces démarches internationales afin que le peuple nicaraguayen continue à recevoir de l'aide et en reçoive plus qu'il ne l'a fait jusque-là. Jamais je n'assumerai, pas plus je l'espère, que l'ensemble des Nicaraguayens adoptera des attitudes telles que celles que l'on a connues dans le passé lorsque certains secteurs, oubliant la patrie et oubliant le peuple, se sont opposés à nos efforts pour obtenir des financements extérieurs.

L'heure est à la défense des intérêts nationaux, des intérêts de la patrie, de la sécurité de tous les Nicaraguayens, l'heure est à la défense de la constitution et des conquêtes fondamentales de la révolution inscrites dans cette constitution. L'armée et le ministère de l'intérieur ont été les bastions de la défense du pays, ils ont permis que le Nicaragua ne soit pas dévasté par la Contra, que les élections soient réalisées dans des conditions minimum de sécurité. C'est pour cela que nous devons renforcer et reconnaître ces institutions qui représentent un instrument au service de la nation et qui apportent sécurité et garanties à tous les Nicaraguayens, indépendamment de leurs options politiques et idéologiques."

LA GUERRE ET LES DOLLARS

Managua, 15 mars (ANN). "Les courriers, les collaborateurs et les soldats de la Contra doivent se démobiliser et arrêter de jouer les idiots pour le compte des récalcitrants qui veulent la guerre". C'est ce qu'a déclaré Diogenes Hernandez, alias "Fernando" quand il était chef de la Contra, au journal *Barricada*. "Nous devons être réalistes. Les contras n'ont pas vaincu le FSLN et il n'est pas possible qu'ils viennent se substituer à l'armée sandiniste". A Washington, tout le monde n'est pas d'accord.

D. Hernandez est l'un des chefs militaires qui, envoyés

par la "résistance" lors des négociations sur la démobilisation de la Contra, avaient été par la suite limogés car ils étaient trop favorables au dialogue avec le gouvernement. Il est revenu au Nicaragua au début de février en se prévalant de l'amnistie. Selon lui, il existe actuellement un secteur opposé à la démobilisation qui exerce des pressions sur les troupes et leur parle de "symétrie" entre la démobilisation de la Contra et la dissolution de l'armée populaire sandiniste "pour obtenir une part de pouvoir dans le nouveau gouvernement". Ce secteur est celui qui "reçoit un salaire en dollars et s'est enrichi de la guerre". Ce groupe, toujours selon les déclarations faites à *Barricada*, se compose du plus haut responsable, Israel Galeano ("Franklin"), paysan semi-analphabète qui, nommé chef de l'état-major, "est devenu un petit dictateur"; de "Dimas Negro", ancien officier de la garde somoziste qui s'est enrichi depuis dix ans grâce au trafic de bovins entre le Nicaragua et le Honduras; de Benito Bravo, ancien sergent major de l'école des officiers de la garde somoziste, l'EEBI, qui s'est enrichi grâce à la CIA; de Francisco Ruiz, ancien lieutenant de l'EEBI, rescapé du groupe de Bermudez (évincé il y a peu) et responsable du massacre de 23 jeunes de la *jeunesse sandiniste* à San José de las Mulas en 1983; de Aristides Sanchez, avocat et chef d'entretien somoziste, qui, seul à avoir une formation universitaire, joue le rôle d'idéologue et d'homme politique.

Pour D. Hernandez, c'est Washington qui retarde la démobilisation des mercenaires; si ce groupe "a des positions inflexibles, c'est parce que les Etats-Unis le lui demandent".

"Le Front sandiniste a joué un rôle historique en organisant des élections justes, limpides et transparentes, il faut le reconnaître. Nous jouissons tous de démocratie au Nicaragua, personne au monde ne peut dire le contraire. Nous devons nous donner la main pour reconstruire le pays". C'est pourquoi il a appelé les contras à abandonner le fusil et à revenir pour cultiver la terre.

Cependant, les attaques continuent au nord dans la région de Jinotega. Sur la côte atlantique, la situation est tendue entre le mouvement miskito *Kisan pour la paix*, qui a signé un accord en 1985 avec le gouvernement sandiniste et est chargé d'assurer la défense dans l'atlantique nord et le groupe *Yatama*, dirigé par Steadman Fagoth et Brooklin Rivera. Selon son coordinateur, Jimmy Emery, les membres de *Kisan* veulent aboutir à un accord avec *Yatama*, mais ne sont pas décidés à se laisser faire si Fagoth et Rivera continuent à se comporter comme des "caudillos autoritaires".

Loin des montagnes du nord et des marais de la côte atlantique, à Washington, le vice-président Dan Quayle a affirmé de son côté que les Etats-Unis mettront fin à leur aide à la Contra seulement quand Violeta Barrios de Chamorro aura démontré qu'elle domine la situation au Nicaragua. Cette position est jugée très dangereuse par

le gouvernement de Daniel Ortega, qui a déclaré à Caracas que son pays est "une poudrière que les contras peuvent faire exploser s'ils ne rendent pas les armes". Pour lui, il y a un risque évident de guerre civile si les mercenaires continuent leurs attaques. Le gouvernement nicaraguayen a reçu l'appui de plusieurs chefs d'Etat au cours de la tournée que le président vient d'effectuer en Amérique latine à l'occasion de l'investiture de Patricio Aylwin au Chili et de Fernando Collor de Mello au Brésil. La démobilisation des mercenaires est entre autres demandée par Carlos Andres Perez (Venezuela), Felipe Gonzalez (Espagne) et Rafael Callejas (Honduras). De même, de nombreux hommes politiques de l'UNO estiment qu'il est temps que la Contra soit démantelée.

Il ne reste qu'un peu plus d'un mois avant que le nouveau gouvernement ne s'installe et la guerre, contre laquelle les électeurs ont voté le 25 février, n'est pas finie. Jusqu'à quand les Etats-Unis pourront-ils ignorer la volonté du peuple nicaraguayen et celles des gouvernements d'Amérique centrale?

PROGRAMME ECONOMIQUE: L'UNO AU PIED DU MUR

par Ricardo Pino Robles

Managua, 15 mars (ANN). Les promesses du futur gouvernement en matière économique peuvent se résumer en un mot: Reconstruction. Mais de sérieuses difficultés l'attendent du fait de l'absence de financements extérieurs et des graves déséquilibres macro-économiques internes et externes devenus chroniques. Le programme avancé par l'UNO durant sa campagne électorale souffre de telles contradictions et incongruités qu'il peut difficilement être considéré comme une référence sérieuse de ce que sera la gestion de demain.

Francisco Mayorga, conseiller en économie de Violeta Chamorro et directeur de l'Institut centraméricain d'administration publique (INCAE) n'a pas reculé par exemple devant la promesse de liquider l'inflation en cent jours, attribuant celle-ci à une mauvaise gestion sandiniste. Il prétend en plus offrir des garanties de crédit propres à stimuler la production au point de pouvoir atteindre, dès 1990, une croissance de 10% et de maintenir ce rythme dans les années à venir.

Les contradictions ne manquent pas, à commencer par la promesse de créer des emplois, assortie de l'avertissement que le secteur public sera réduit et en partie privatisé et que les effectifs militaires et policiers seront considérablement diminués. L'UNO prévoit également de réduire les impôts et d'augmenter les salaires. Le paysage devient encore plus confus lorsque F. Mayorga annonce que les techniciens du secteur public seront rapidement licenciés pour être remplacés par des spécialistes

étrangers.

Le plus clair de tout cela est l'absence de programme sérieux de la coalition d'opposition et la nécessité pour elle d'en élaborer un. Il semble difficile pour le futur gouvernement de mener son projet économique sans l'aval du FSLN qui, avec ses 40% d'électeurs, constitue de loin la plus importante force politique du pays. C'est ce qui amène certains analystes à penser qu'il pourrait y avoir un accord stratégique entre le FSLN et une majorité des partis politiques nicaraguayens, sur la base d'une défense des intérêts nationaux et d'une volonté d'intégration économique régionale.

Les points de discussion seraient dans ce cas la révision du rôle de l'Etat dans l'économie, la privatisation de certaines entreprises nationalisées considérées comme non stratégiques, une libéralisation partielle du commerce extérieur et la définition d'une stratégie de développement.

Ce n'est que dans le cadre d'une large concertation nationale, déjà impulsée par le FSLN avant les élections de février, qu'un accord pourrait être recherché. Cette concertation offrirait des garanties de stabilité suffisantes à attirer des financements extérieurs et pourrait faciliter l'accès aux technologies modernes et aux grands marchés internationaux.

Pour le Front sandiniste, relance et croissance économique ne doivent pas déboucher sur l'enrichissement de quelques-uns et la marginalisation de la majorité, mais au contraire sur une redistribution des bénéfices en faveur des secteurs les plus pauvres afin que l'ensemble de la population accède au développement. Si ces perspectives se concrétisent dans un contexte de libération des forces sociales et de maintien de la démocratie, l'objectif du FSLN, que le président Ortega se plaît aujourd'hui à appeler "gouverner d'en bas", sera atteint.

ANNEXE: ASPECTS ECONOMIQUES DU PROGRAMME ELECTORAL DE L'UNO

- 1/ Le gouvernement de salut national "extirpera sans ménagements les malversations, fraudes, abus, désordres, bureaucratismes et déficiences des organes de l'Etat".
- 2/ Il "imposera une politique d'austérité dans l'élaboration du budget de l'Etat".
- 3/ "Pour régler le problème de l'inflation" il imposera entre autres mesures une "réduction drastique des dépenses militaires et des dépenses bureaucratiques en faveur de l'investissement productif". Pour relancer la production, il s'appuiera sur "des prêts recherchés auprès

des diverses sources de financement international, sur les principales ressources de l'Etat, celles du secteur privé et celles provenant des investissements étrangers".

- 4/ Il "mènera une réforme agraire intégrale qui corrige les abus, limitations et déformations sectaires et techniques liés à la réforme mise en place par le régime sandiniste".
- 5/ "Les confiscations effectuées en vertu du décret 3 seront maintenues, avec révision des cas qui le méritent".
- 6/ "Les attributions de propriétés à des particuliers par la voie de confiscations, expropriations, invasions de terres et interventions non légales ou s'appuyant sur des lois qui violent les droits de l'homme pourront être révisées en faveur des personnes lésées avec demande de restitution ou de compensation quand la restitution n'est pas possible".
- 7/ Il "approuvera une nouvelle loi sur les investissements étrangers en rapport avec le développement du pays".
- 8/ Il "éliminera la fonction exclusive et excluante de l'Etat dans le commerce intérieur et extérieur".
- 9/ Il "révisera le système général d'imposition afin de mettre fin à son caractère confiscatoire du fait de ses effets inflationnistes".
- 10/ Il "établira des taux d'intérêts actifs et passifs qui permettent d'une part de stimuler le rapatriement des capitaux et d'une autre de développer les activités productives avec des taux préférentiels, sans que puisse se pratiquer la capitalisation d'intérêts".

LES TRAVAILLEUSES AGRICOLES A L'AVANT-GARDE

par Elke Assmann et Regine Christiansen

Managua, 15 mars (ANN). Le secteur productif de l'Etat, et en particulier les entreprises agricoles, est déjà dans le collimateur de la droite, à peine celle-ci élue. Les anciens grands propriétaires somozistes à qui la terre a été confisquée manifestent ça et là leur ferme intention de reprendre leurs domaines.

Par ailleurs, les positions de l'UNO sur la question de la

femme sont traditionnelles et conservatrices. Si bien que les femmes ouvrières agricoles, salariées des unités de production de l'Etat où le vote a été majoritairement favorable au FSLN, vont très certainement être à l'avant-garde des premières luttes pour la défense des acquis de la révolution. L'ANN a rencontré *Maria Teresa Blandon*, responsable du secteur des femmes au sein de l'*Association des travailleurs agricoles (ATC)*.

ANN: Comment voyez-vous maintenant le travail de l'ATC et en particulier le travail en direction des femmes?

MTB: Nous avons déjà dit que nous n'allons pas être un facteur de déstabilisation. Dans la mesure où ce gouvernement respecte les conquêtes de la classe ouvrière, nous allons poursuivre nos efforts pour stabiliser l'économie, pour améliorer la production et la productivité. Mais nous allons défendre le secteur productif nationalisé, l'emploi, et tous nos droits, la liberté d'organisation, d'expression, de grève, les conventions collectives, le droit à la redistribution des bénéfices etc...

Le mouvement des femmes à l'intérieur de l'ATC va continuer à lutter pour le programme intégré à la plateforme du FSLN. En terme de structure, il n'y aura pas de changements substantiels. Bien sûr, nous ne pensons pas que le nouveau gouvernement représente les intérêts spécifiques des femmes. Violeta Barrios Chamorro a dit un jour au cours de sa campagne qu'elle démantèlerait les centres de santé pour les femmes et nous pensons qu'elle ne maintiendra pas non plus les maisons des femmes. Nous n'accepterons pas les positions de l'UNO qui souhaite que nous retournions à la maison.

Comme je l'ai déjà dit, nous défendrons nos conquêtes, les congés maternité, les crèches, la formation et la promotion des femmes, l'égalité des conditions entre hommes et femmes, l'éducation sexuelle et la planification familiale. Mais nous allons aussi nous battre pour que soient approuvées des lois de protection de la femme et que soit réformé le code de la famille. Nous continuerons sans doute à demander la dépenalisation de l'avortement.

ANN: La lutte spécifique pour les femmes ne va donc pas passer après la défense des entreprises d'Etat?

MTB: Il y a des revendications stratégiques communes entre les hommes et les femmes et d'autres spécifiques. Il faut les avancer avec la même énergie. Pour nous, les femmes de l'ATC, le maintien des entreprises d'Etat est une revendication stratégique, car c'est là que nous avons accumulé une expérience en terme d'organisation et de gestion ouvrière.

Mais, c'est tout aussi stratégique pour les femmes de se battre pour les empêcher de nous renvoyer à la maison, de nous faire jouer le rôle traditionnel de la mère et de l'épouse.

Au moment où nous avons tous besoin d'unir nos forces, le mouvement des femmes doit profiter de l'espace qui s'offre à ses revendications spécifiques. Le Front et les syndicats vont contribuer à élargir cet espace et nous devons élaborer une stratégie qui nous permette de tirer profit de cette conjoncture.

ANN: Comment analysez-vous le résultat des élections?

MTB: La classe ouvrière n'a pas de problème de conscience parce que dans les bureaux de vote du secteur agro-pastoral le FSLN a gagné de façon écrasante. Par exemple, dans la Vème région, il l'a emporté dans 14 bureaux sur 16 (je parle des bureaux de vote qui correspondaient à une population d'ouvriers agricoles, parce qu'ailleurs le FSLN a perdu). Même chose dans les régions I, II et VI. Nous avons fait un usage révolutionnaire du droit de vote.

Mais nous estimons que pour les mères, pour les femmes, dans l'ensemble de la population électorale, le service militaire a joué un rôle déterminant. On peut aussi mentionner le fait que, dans certains secteurs féminins, l'influence masculine a pesé, à travers le mari ou le père. Sans doute, il y en a d'autres, conservateurs, ou la lutte pour l'émancipation que nous menons a eu un effet négatif.

ANN: Pensez-vous que les projets de solidarité en milieu rural doivent se poursuivre ou faut-il les arrêter?

MTB: Se retirer serait une décision précipitée, car nous allons nous battre pour la défense du secteur d'Etat. Nous, l'ATC, nous voulons continuer à résoudre grâce à l'aide solidaire les problèmes des travailleurs de ces entreprises, qui, dans la mesure où elles vont continuer à être à nous, vont poursuivre leur politique en faveur des salariés. Nous pensons que nous avons la force de défendre le secteur nationalisé et d'empêcher qu'il soit rendu à ses anciens propriétaires. N'oublions pas que nous avons le droit de grève. Nous pouvons être une force constructive, mais également une force destructive. Si ce gouvernement essaie de revenir sur nos droits, nous pouvons de notre côté paralyser le pays. Si les travailleurs agricoles décident de ne pas faire la récolte du coton, du café, du sucre, des bananes, du tabac, des grains de base, je me demande bien ce que fera ce gouvernement. Et nous pouvons faire cela, de la même manière que nous avons construit les entreprises nationalisées.

Mais je pense que le nouveau gouvernement est conscient qu'il ne peut se permettre le luxe de construire un Etat en détruisant ce qui a été fait en dix ans. Ce serait absurde de revenir sur l'histoire.

Abandonner les projets serait négatif non pas pour le nouveau gouvernement mais pour les travailleurs qui doivent pouvoir avoir la possibilité de régler leurs pro-

blèmes les plus urgents, de se créer une source de financement et de démontrer qu'ils sont capables de faire marcher le modèle d'économie mixte avec efficacité et rentabilité.

ANN: L'UNO ne peut-elle pas tirer bénéfice de cette situation?

MTB: Cela dépend de la structure avec laquelle on travaille. Une ONG (organisation non-gouvernementale) peut établir clairement de qui le projet est le patrimoine. L'UNO ne peut récupérer les projets tout d'abord parce qu'ils ont été entrepris avant les élections et ensuite parce que la position de nombreuses ONG est claire. Notre situation serait difficile si les ONG décidaient d'arrêter par exemple l'aide aux syndicats ou aux collectifs de femmes.

Note: Les coopératives agricoles sandinistes (CAS) ont également voté pour le FSLN, contrairement aux coopératives de crédit et de service.

MANAGUA: DES VISEES DANGEREUSES

Managua, 17 mars (ANN). "Nous espérons qu'il y aura parmi les conseillers municipaux de l'UNO des gens capables d'analyser avec objectivité la situation et nos propositions pour y faire face et de travailler pour le bien de tous", explique Carlos Carrión, l'actuel maire de Managua, dans une entrevue accordée au quotidien "El Nuevo Diario". L'UNO sera majoritaire au conseil municipal, mais la plupart de ses représentants ne connaissent pas les problèmes de la ville et certains ont des visées dangereuses. De son côté, le FSLN va remettre l'état des lieux complet d'une municipalité qui, malgré des milliers de difficultés, a progressé en dix ans.

Carlos Carrión rappelle en effet qu'en 1979, les Sandinistes ont trouvé une administration en échec total, sans équipements pour la réparation ou la maintenance des infrastructures. C'est pourquoi il insiste sur le fait qu'il va remettre au nouveau conseil une institution plus forte, possédant un personnel technique qualifié, des machines et des équipements. Répondant à une campagne de dénigrement de la droite, qui prétend que les Sandinistes sont en train de saccager ou de voler les biens de la mairie, C. Carrión explique qu'il "ne manquera même pas une agraphe, parce que nous n'avons aucune intention de faciliter à la droite le travail de démantèlement des entreprises municipales" auxquels certains semblent vouloir se livrer. "Tout comme nous allons leur remettre une mairie plus forte, ayant capacité à s'autofinancer, ainsi nous entendons qu'elle soit rendue dans six ans".

C. Carrión considère que l'avenir de Managua dépend des intérêts qui vont prévaloir au sein du conseil et qui vont orienter son action soit en faveur des quartiers

pauvres, soit en faveur des quartiers résidentiels. Autre préoccupation: L'éventuelle privatisation des entreprises et des institutions appartenant à la ville que les Sandinistes sont décidés à empêcher. Pour eux, une fois ces entreprises privatisées, on assisterait à un pillage de la municipalité dont l'affaiblissement serait mis sur le compte de la gestion sandiniste. C'est pourquoi tous les services municipaux et les syndicats ont entrepris d'élaborer un état des lieux et un rapport sur la gestion des dix dernières années.

Les conseillers sandinistes se sont engagés à continuer à travailler sans relâche pour le bien de la communauté, à impulser le programme du FSLN pour la capitale et en particulier à défendre la poursuite du plan pour la reconstruction du centre de la ville. Dans ce sens, ils ont demandé à la ville d'Amsterdam, jumelée avec Managua, qu'elle continue à financer ce plan. "Nous n'avons jamais pensé à demander aux organisations solidaires de retirer leur aide tant qu'elle n'est pas mal utilisée", affirme le maire. Cependant, des organismes ont déjà fait savoir qu'ils apporteraient désormais leur soutien à travers les conseillers sandinistes ou bien directement au mouvement communal (anciens CDS).

En attendant, les diverses forces qui composent l'UNO se disputent le siège de maire. On parle entre autres d'Agustín Jarquín et d'Arnoldo Aleman. En tout cas, C. Carrión a fait savoir à l'opposition que, conformément à la loi, il ne remettra la mairie que lorsque le nouveau maire sera élu.

En Bref

LES ELECTIONS SUR LA COTE ATLANTIQUE. Le FSLN s'est adressé au Conseil suprême électoral pour remettre en cause le résultat des élections dans la région de l'atlantique nord. La dirigeante Hazel Law a en effet expliqué que l'organisation indigène *Yatama* et d'autres groupes de contras ont exercé sur la population des pressions importantes, allant jusqu'à l'assassinat, pour qu'elle vote UNO.

RUSH SUR LES TERRAINS VAGUES. Environ un millier de familles ont occupé des terrains municipaux à Managua pour y construire leur maison. Ils ont demandé l'appui de la municipalité pour empêcher qu'on les déloge à l'avenir. La mairie est préoccupée par les problèmes sanitaires qui pourraient se poser.

COMBATS. De forts affrontements ont eu lieu pendant plusieurs jours au nord du pays, dans une zone située à la frontière de la région d'Esteli et de celle de Matewalpa. Les provocations des mercenaires se sont intensifiées ces derniers jours.

LUTTES INTESTINES. Les différentes forces politico-sociales qui composent l'UNO continuent à s'affronter pour la répartition des postes. Les conseillers personnels de Violeta Barrios de Chamorro, le conseil politique de la coalition et le conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) se disputent les plus importantes fonctions. Un des ministères convoités, surtout par le COSEP et le conseil politique, est celui de l'agriculture. Le conseil politique essaie d'imposer l'idée que seuls les hommes politiques restés dans le pays pendant ces dix ans pourraient occuper des postes au gouvernement, ce qui éliminerait Alfredo César, renvoyé à son poste de député.

UNIVERSITE. Le vice-président Sergio Ramirez a annoncé qu'un projet de loi garantissant l'autonomie de l'université sera présenté prochainement à l'Assemblée nationale. De son côté, le recteur de l'université centra-méricaine (UCA) a déclaré que celle-ci resterait gratuite, car "elle n'est pas conçue comme une université privée, mais comme une corporation d'utilité publique".

AMNISTIE GENERALE. La nouvelle loi d'amnistie générale est entrée en vigueur le 13 mars. Elle concerne tous les Nicaraguayens vivants dans le pays ou à l'étranger, qui ont commis des crimes contre l'Etat, c'est-à-dire aussi bien les contras que les membres de l'armée et les fonctionnaires.

MARCHE NOIR. L'annonce par le conseiller économique de V. Barrios de Chamorro de l'éventuelle création d'une nouvelle monnaie, le "cordoba d'or", a donné la fièvre au marché noir du dollar, qui s'achète au double du cours fixé par le marché parallèle. Commerçants et spéculateurs en tout genre ne veulent pas se laisser surprendre.

PROCES. L'action judiciaire entreprise par les anciens responsables du *centre d'études et de recherche sociales (CIES)* contre le futur vice-président Virgilio Godoy reprendra le 19 mars, après avoir été suspendue pendant la durée de la campagne électorale. V. Godoy est accusé par des gens de son propre parti d'avoir détourné des fonds attribués par la fondation ouest-allemande Friedrich Naumann Stiftung (voir bulletins no 178, 179 et 182).

DEMAIN, ON RASE GRATIS. Dans certains villages, les habitants estiment que les conseillers de l'UNO élus et majoritaires ne vont pas accepter de siéger, car ils se sentent incapables de respecter les engagements démagogiques pris officiellement pendant la campagne. Dans d'autres cas, plusieurs conseillers municipaux s'étant retirés en cours de campagne, l'UNO n'a pas assez de représentants pour former une majorité.

PETROLE. Le contrat pétrolier du Nicaragua avec l'Union soviétique vient à échéance ce mois-ci. Chaque année, l'Union soviétique assurait gratuitement une liv-

raison de 300 000 tonnes de pétrole ainsi que 50 000 tonnes de riz et de blé au Nicaragua. Le responsable de la délégation commerciale soviétique a fait savoir que le futur gouvernement pourrait, s'il le voulait, négocier les termes d'un nouveau contrat avec l'URSS.

SALVADOR. Avec l'annonce de la suspension des sabotages économiques, le FMLN a fait un nouveau pas vers la reprise du dialogue avec le gouvernement salvadorien, rendu responsable par la guérilla de l'enlèvement des négociations. Le gouvernement ARENA, probablement encouragé en cela par la défaite électorale du FSLN et les nouvelles orientations survenues en Europe de l'est, persiste à opposer une attitude intransigeante aux efforts répétés du FMLN pour trouver une issue politique contrôlée par l'ONU. Tout en affirmant que le dialogue est "urgent", le gouvernement de Cristiani se refuse à adopter la moindre mesure en faveur du processus de paix et demande au FMLN le cessez-le-feu unilatéral. Le commandement du FMLN poursuit son offensive diplomatique et se prépare à rencontrer les représentants de plusieurs pays latino-américains ainsi que le président du Venezuela. Le gouvernement mexicain a exprimé par la voix de son ambassadeur au Salvador qu'après le "geste significatif" fait par le FMLN, il serait bon de pouvoir constater "des réponses allant dans le même sens" de la part du gouvernement salvadorien.

Il est clair que nous continuons; ce que prouvent les hebdomadaires parus depuis les élections. Votre réaction n'a pas été moins claire: Plusieurs d'entre vous nous ont promis spontanément votre appui, d'autres ont payé leur suscription annuelle et des lettres nous ont incité à poursuivre notre travail. Il est également clair que nous allons de l'avant avec notre *projet pour une information plus objective* contre la hégémonie impérialiste, en informant sur la défense des conquêtes révolutionnaires.

Mais le COMMENT n'est pas encore clair. Autant ici qu'au Nicaragua, on mène d'intenses discussions. Pour l'instant, il est impossible de préciser le futur projet. Quatre formes possibles se dessinent: Une fusion avec d'autres médias nicaraguayens, une collaboration plus étroite avec des médias centre-américains, une intégration dans les médias du mouvement de la solidarité ou un bureau de correspondant indépendant qui offre ses textes en Europe. La forme de présentation n'est pas encore définie non plus.

Nous envisageons une phase de transition de deux mois, qui serviront à concrétiser les plans. Nous sommes vivement intéressés dans vos opinions, critiques et suggestions. La réalisation du *projet ANN* n'a toujours été possible que grâce à votre collaboration; ceci ne changera pas dans l'avenir.

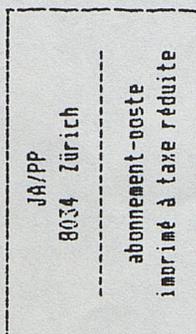
Avec nos salutations solidaires, pour l'équipe ANN

Martin Muheim

ANN Interne

Chers lecteurs, chères lectrices,

La défaite électorale du FSLN au Nicaragua nous a bouleversé. Juste après avoir reçu les résultats, nous avons commencé à réfléchir sur l'avenir de l'ANN. Nous nous sommes réunis avec des gens proches du mouvement de la solidarité et des médias affectés, pour discuter comment continuer notre tâche.



IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA